



Paris, le 21 Avril 2009

**Monsieur François FILLON**  
**Premier Ministre**  
**HOTEL MATIGNON**  
57 rue de Varenne  
75007 PARIS

**Objet :** Demande de rencontre

Monsieur le Premier Ministre,

Depuis quelques mois, les négociations sur les mesures salariales bloquent le dialogue social de la Branche des Industries Electriques et Gazières. Nous revendiquons le maintien du pouvoir d'achat pour 2008 et une augmentation du Salaire National de Base pour 2009. Nous nous sommes heurtés à une fin de non-recevoir de la part des employeurs.

Ces dernières semaines, les salariés des entreprises de la Branche se sont mobilisés autour du maintien de leur pouvoir d'achat, et sur l'emploi nécessaire au bon fonctionnement des entreprises, tant du point de vue des compétences nécessaires que du fonctionnement du service public de l'électricité et du gaz. D'ailleurs, dans un certain nombre d'entreprises, des accords ont pu être négociés, amenant aux salariés des suppléments substantiels de rémunération. Dans d'autres, au contraire, les revendications portées par nos 5 organisations n'obtiennent pas l'écho attendu par l'ensemble des salariés de ces entreprises.

La seule réponse des employeurs est donc de différencier les solutions en fonction de telle ou telle entreprise. Cette situation n'est pas acceptable. Depuis la création de la Branche professionnelle en 2000, nous nous sommes toujours attachés à maintenir une certaine équité de traitement entre les salariés, évitant ainsi un dumping social.

Aujourd'hui, nous sollicitons une rencontre avec vous afin de vous expliquer notre vision des choses et la légitimité de nos revendications. Nous attendons que l'Etat, actionnaire principal ou majoritaire, soit un acteur prépondérant sur ce dossier et que conformément aux engagements pris par le Président de la République, les salariés des Industries Electriques et Gazières bénéficient d'une juste redistribution des bénéfices.

Nous demandons que l'Etat intervienne clairement pour que la Branche Professionnelle des IEG assume pleinement ses responsabilités et ne renvoie pas les négociations, notamment sur l'évolution du pouvoir d'achat et l'emploi, dans chacune des entreprises, car cette démarche conduit à une forte exaspération du personnel.

Dans l'attente de vous rencontrer, recevez, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour la CGT

H. BEQUET

Pour la CFDT

M.H. GOURDIN

Pour FO

M. ROYER

Pour la CFE-CGC

J.C. PELOFY

Pour la CFTC

O. PAULET